



**HAL**  
open science

## Immigration, coopération décentralisée et démocratie

Boubou Ly

► **To cite this version:**

Boubou Ly. Immigration, coopération décentralisée et démocratie. Saint-Denis au fur et à mesure, 2022. hal-03818174

**HAL Id: hal-03818174**

**<https://univ-paris8.hal.science/hal-03818174>**

Submitted on 19 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

École Doctorale Sciences Sociales ED 401



*Saint* ★  
*Denis*

# Saint-Denis au fur et à mesure

N° 72  
juin 2022

**Saint-Denis territoire de migrations (1 & 2)  
Chercheur.e.s, actrices et acteurs  
locaux.ales en dialogues**

**Actes des journées d'études  
du 5 juin 2019 & 26 février 2020**

La revue du secteur des études locales  
Fondateur : Jean-Claude Vidal

# Le secteur des études locales

Le secteur des études locales anime et édite « Saint-Denis, au fur et à mesure... », revue communale d'études.

Le secteur des études locales a pour mission principale de participer – à partir des méthodologies des sciences sociales - à l'élaboration d'une meilleure connaissance de la société locale et de l'activité municipale afin de favoriser des réflexions prospectives, des réflexions sur les politiques municipales et de conforter le rapport au réel de l'instance municipale.

La démarche du secteur des études locales se mène en resserrant les liens entre chercheurs et acteurs sociaux dans le respect des spécificités de chacun, de leurs rôles et compétences propres, ce qui implique autonomie, écoute réciproque et dialogue permanent.

Le secteur des études locales réalise (ou participe à la mise en place) des études de cadrages socio-démographiques et des recherches sur la société locale dans les domaines des sciences sociales. Il suit également des études plus finalisées mises en place par les Directions qui le sollicitent. Il intervient en conseil auprès des Directions pour la mise en place d'études et l'exploitation de données. Il mène, dans son domaine, une mission de coordination, de synthèse et de socialisation des connaissances.

Depuis 1991, « Saint-Denis, au fur et à mesure » se donne pour objectif de constituer un temps fort de socialisation d'informations, de données, d'études, de sources d'information,... Il s'agit avant tout d'un instrument de travail qui vise à favoriser des élaborations collectives contribuant par leurs apports à éclairer, au fur et à mesure, le mouvement de la société locale dans tous ses aspects. « Saint-Denis, au fur et à mesure » publie des textes de socialisation de savoirs, d'études et de recherches élaborés par des acteurs sociaux, par des chercheurs et étudiants et autres partenaires de la Ville.

# SAINT-DENIS

## Au fur et à mesure

Coordination du numéro :

**Jean-Barthélémi Debost,**

historien, responsable de la mission sciences société  
de l'Institut Convergences Migrations

**Delphine Leroy,**

anthropologue, maîtresse de conférence en sciences de l'éducation,  
Université paris 8 Vincennes-Saint-Denis, laboratoire Experice,  
Affiliée à l'Institut Convergences Migrations

**Alphonse Yapi-Diahou,**

professeur émérite, université de Paris 8/UMR LADYSS,  
ancien directeur de l'école doctorale sciences sociales ED 401

**Christine Bellavoine,**

sociologue, responsable du secteur des études locales,  
Mairie de Saint-Denis

Coordination :

**secteur des études locales**

Mairie de Saint-Denis - BP 269 - 93205 SAINT-DENIS CEDEX 1  
tél. 01 49 33 69 01 - fax. 01 49 33 66 33  
christine.bellavoine@ville-saint-denis.fr

ISSN 2823-006X

## 4.4 Immigration, coopération décentralisée et démocratie

**Boubou LY**, étudiant en géographie

Les études sur les mobilités géographiques sur les migrants montrent qu'ils ont une propension à investir dans les pays d'origine sous des formes diverses. La manifestation de l'attachement à la région d'origine et les différents types de projets varient en fonction de l'âge, du genre et du niveau d'instruction des migrants.

Dans le cas de l'émigration sénégalaise, on assiste ces quatre dernières décennies à des transformations sociales et territoriales dans les zones rurales, périurbaines et urbaines. Ces changements sont dus aux réalisations d'infrastructures de base individuelle (réalisations immobilières, petits commerces de détails qui irriguent l'économie informelle, satisfaction des besoins prioritaires familiaux) ou collectives (puits, forage, barrage, matériel agricole, dispensaire, école, marché couvert...) et l'émergence d'un mouvement associatif très structuré en lien avec l'émigration. Si au début des années soixante les migrants agissaient seuls, depuis quelques années ce n'est plus le cas. Les stratégies des migrants en direction des zones de départ ont évolué.

Ils collaborent avec des organisations non gouvernementales locales ou étrangères et des collectivités territoriales européennes qui agissent dans le cadre de la coopération décentralisée. La mise en réseau de ces différents acteurs aux compétences variées et aux stratégies parfois divergentes signe l'avènement d'un nouveau mode de gestion des ressources naturelles et humaines, dans les territoires et les terroirs. En effet, la définition, le choix, le financement et la gestion d'un projet nécessitent l'instauration de nouvelles règles, de dialogue, de concertation, de prise de décision

Si les premiers projets de développement sont pensés totalement et financés intégralement par les migrants originaires d'un même village, plus récemment, des équipements collectifs sont réalisés grâce à un partenariat formel entre différents acteurs (organisations non gouvernementales, collectivités locales françaises, migrants, collectivités territoriales sénégalaises et États). S'inscrivant dans une dynamique forte de coopération de territoire à territoire, la coopération décentralisée représente un enjeu majeur pour l'appui à la mise en œuvre du processus de décentralisation et du renforcement de la démocratie.

L'objectif de la coopération décentralisée est fonction de la région d'action des collectivités locales. Mais quel que soit le pays, cette coopération devrait, nous semble-t-il favoriser le développement local et la consolidation des institutions publiques.

L'évolution de la conduite de projets portés par l'immigration issue de la région de Matam est particulièrement exemplaire de ces transformations. Dans un contexte où les politiques d'aménagement et de développement local préconisées par le gouvernement du Sénégal ainsi que les aides internationales demeurent insuffisantes ; dans la région de Matam, l'émigration est encore considérée comme l'une des solutions permettant à une partie de la population restée de survivre et de préserver les terroirs villageois.

En France, plus particulièrement dans le département des Yvelines, un nombre non négligeable d'associations regroupant des originaires de la région sur des bases villageoises travaillaient au développement local.

Chargé du suivi de projets de développement au Sénégal, puis, en France, chargé de suivi de projets de coopération décentralisée, membre d'une association d'aide aux migrants pour l'intégration (droits, apprentissage du français, activités culturelles, ...), je vais plus particulièrement m'intéresser dans le cadre de mon travail universitaire à l'émergence d'un projet de coopération décentralisée entre le Conseil départemental des Yvelines et le département de Matam au Sénégal.

En immersion dans un foyer pendant 6 mois auprès d'immigrés « qui ne connaissaient pas forcément le français » mais qui m'ont aidé à m'intégrer ici en France, je découvre le monde associatif portant des projets de développement local. Je constate la diversité des projets et leur méconnaissance des uns à l'égard des autres. Ils pouvaient même avoir des avis divergents sur la question de la coopération décentralisée et du développement local.

Le Conseil départemental des Yvelines a une politique intense de solidarité internationale (1 euros par habitant) avec 15 pays. Il fait le constat que pour pouvoir travailler avec la population issue de la région de Matam, il faut participer à la construction d'un point de vue commun avec une avancée significative des projets et de leur qualité. La collectivité territoriale organise alors régulièrement des réunions de travail pour faire avancer l'ensemble des projets. Cela permet d'avancer sur la communication entre les associations. Cette avancée a également fait bouger l'État sénégalais pour coordonner et mettre de la cohérence dans les projets de développement.

À terme, le Conseil départemental finance la construction d'une maison des Yvelines dans la région de Matam pour un travail d'évaluation des projets de développement. En parallèle, les associations présentes en France se constituent en fédération, la Faderma qui devient l'interlocuteur privilégié du Département en matière de coopération décentralisée.

Les légitimités multiples que la coopération décentralisée permet en tant que compétence transférée dans l'animation des partenariats multi-acteurs pourraient créer des cadres et des postures autour desquelles des États, des collectivités territoriales, les partenaires privés et les acteurs de la société civile pourraient se retrouver dans le cadre des transversalités de leurs compétences.

